

Pour la révolution éco-féministe et éco-autochtone du 'prendre soin' Quelle base sociale anticapitaliste : progressiste ou prolétarienne ?

Depuis la fin 2018, la grande mobilisation des places amorcée à la fin 2010, particulièrement dans le monde arabo-musulman mais aussi en Europe du Sud et jusqu'en Amérique, est revenu hanter le monde sous la forme d'immenses manifestations récurrentes dans la rue centrées encore dans le même monde arabo-musulman mais aussi ailleurs (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article50961>) après un passage à vide aux conséquences parfois terribles et qui durent dans plusieurs pays de la première mobilisation. Cette fois-ci, ces soulèvements se conjuguent, tout en restant en parallèle, avec la grande mobilisation pour le climat centrée sur l'Europe du Nord plus l'Italie et l'Amérique du Nord mais débordant sur le monde entier. Ils se conjuguent aussi avec l'amorce d'une vague de grèves féministes particulièrement en Europe du sud et en Amérique du sud. Ces immenses et résilientes manifestations, surtout aux portes de l'Union européenne, socialement et géographiquement très rassembleuses, interrogent le mouvement climatique capable d'impressionnantes mobilisations spasmodiques et simultanées dans plusieurs pays, soulignant par là son inhérent internationalisme, mais qui bien qu'aiguillonné par la jeunesse scolarisée ne s'enracine pas dans le prolétariat qui dans sa majorité habite loin des centres urbains et de leurs périphéries, et encore moins dans le prolétariat des pays dépendants.

La même contradiction géographique marque les récentes élections au moins dans les pays anglophones mais sans doute au-delà. Elle pose à leur gauche politique la question stratégique et programmatique de l'unité du prolétariat. Pendant que la gauche donne de plus en plus la priorité à la lutte climatique, celle-ci exige de vaincre le central et puissant capital financier. Ce capital, sauf son aile minoritaire et réactionnaire climato-sceptique et raciste mais qui attire les feux de la rampe médiatique, assit sa politique climatique sur l'écofiscalité garant du contrôle des transnationales financiarisées sur la transition. La priorité donnée à l'amortissement rentable de leur capital empêche la rapidité nécessaire à l'atteinte des objectifs du GIEC-ONU. Or l'histoire de la lutte plus que séculaire contre le capitalisme pour le renverser démontre que seul un prolétariat uni y est momentanément arrivé. Comment le mouvement écologique qui s'est développé à partir des années 1960 à l'ombre d'un prolétariat abattu par la défaite idéologique et politique, concluant les trente glorieuses (1945-1975), contre un prix de consolation consumériste peut-il contribuer à refaire cette unité combative pour renverser le capitalisme ? Même l'humble élection complémentaire dans une circonscription du Québec pose le problème dans toute son ampleur.

Les « progressistes » des villes versus le prolétariat des champs

Le vif débat à propos des candidatures de Québec solidaire pour l'élection partielle de la circonscription de Jean-Talon (<https://www.pressegauche.org/Crise-interne-au-sein-de-Quebec-solidaire-pour-l-election-dans-Jean-Talon>) s'est concentré sur la contradiction entre le droit d'expression de la députation, surtout des porte-parole, démultiplié par leur vedettariat médiatique versus la militance. Ont été marginalisées la question de l'orientation politique, bien que crûment posée par les liens très étroits, non rejetés, avec le parti municipal de droite dirigeant la Ville de Québec de la candidature promue par la porte-parole du parti, et son corollaire la thématique de la campagne électorale réduite au rejet du « troisième lien », pont ou tunnel autoroutier traversant le fleuve Saint-Laurent. A moins encore été soulevé le rapport entre cet étonnant verticalisme de la porte-parole et l'orientation politique.

La revendication du rejet du troisième lien rallie l'ensemble des « progressistes » pro transport en commun contre le gouvernement caquiste qui mise sur la culture populaire du « char » c'est-à-dire de l'auto solo à essence aujourd'hui, hydroélectrique demain par le biais de généreuses subventions. Qui sont ces « progressistes » ? Un amalgame de prolétariat pauvre sans auto, de jeunes prolétaires branchés et de petits bourgeois des villes centres et de leur périphérie immédiate, en un mot l'électorat Solidaire. Concentrer la thématique de la campagne sur le troisième lien c'est rendre antagonistes les rapports entre « progressistes » et le contingent principal du prolétariat habitant les banlieues plus lointaines et les régions limitrophes. Le gagnant politique en sera le gouvernement de la CAQ car les prêchi-prêcha écœurent le peuple pro-caquiste qui n'a pas d'autre choix que d'utiliser son auto pour ses besoins quotidiens faute d'alternatives.

Cette contradiction « géographique » se constate dans la carte des résultats des récentes élections canadiennes, y compris au Québec où le Bloc québécois se substitue aux Parti conservateur vis-à-vis les plus urbains Parti libéral et NPD, au point que « *[l]a première circonscription conservatrice, selon ce critère [de la plus grande densité de population], n'apparaît qu'au 58^e rang* » (<http://loutjournal.info/20191101/la-balkanisation-du-quebec>) malgré que ce parti ait remporté le vote populaire par 1 point de pourcentage mais non le nombre de sièges étant donné les distorsions du suffrage uninominal à un tour. Au niveau de tout un État, la contradiction de densité se cristallise régionalement

au prorata de la dépendance économique vis-à-vis les ressources naturelles ce qui explique, par exemple, que les grandes villes de l'Alberta et de la Saskatchewan soient aussi entièrement conservatrices. Au Québec, bien sûr, on ne saurait pas aussi tenir compte de la langue.

Le même phénomène prévaut aux États-Unis où en 2016 « [s]elon le *Washington Post* "Clinton a remporté près de 90% des centres urbains, tandis que Trump a remporté la grande majorité - entre 75 et 90% - des banlieues, des petites villes et des zones rurales." » (<https://www.metropolismag.com/cities/in-three-maps-americas-urbanrural-divide/>) ce qu'il faut recouper avec la race, le sexe et l'âge (<https://www.bbc.com/news/election-us-2016-37889032>) cette dernière variable étant en corrélation forte avec la densité. On retrouve le même phénomène pour le référendum de 2016 sur le Brexit où « [s]ept des dix régions ayant obtenu la plus grande part du vote pour Remain se trouvaient à Londres... » (<https://www.bbc.com/news/uk-politics-36616028>) bien qu'il faille contrebalancer ce constat par le facteur national (Écosse, Irlande du Nord catholique) et fortement l'atténuer pour les autres villes de l'Angleterre proprement dit par leur degré de désindustrialisation, facteur fortement en corrélation avec l'âge. On peut constater la même contradiction urbain-rural pour l'élection australienne de 2019 (https://en.wikipedia.org/wiki/2019_Australian_federal_election) et celle néo-zélandaise de 2017 (https://en.wikipedia.org/wiki/2017_New_Zealand_general_election) entre les partis Labour et ceux National-Liberal.

Les écotaxes, une régressive taxe de vente déguisée, dernier avatar de la théorie marginaliste des prix

Politiquement, cette contradiction géographique, au moins prévalant dans les États anglo-saxons, est en mesure d'induire un phénomène « gilets jaunes » – « [l]a carte du premier tour de la présidentielle [française a] fait apparaître [...] un électorat urbain favorable à Emmanuel Macron, une France rurale et péri-urbaine acquise à Marine Le Pen. » (https://www.lepoint.fr/presidentielle/carte-des-elections-les-deux-france-qui-s-opposent-24-04-2017-2122239_3121.php) – si ces États acquis corps et âme aux écotaxes néolibérales les utilisent comme moyen principal pour la lutte climatique y inclus son financement.

L'écofiscalité est l'équivalent d'une régressive taxe indirecte, une espèce de taxe de vente enrobée d'écologisme pour fin d'acceptabilité sociale quelque soient ces atténuations régionales, sectorielles et selon les revenus. À la fin, elle doit surtout servir à financer les plans de transition aux dépens des dites classes moyennes, sinon des classes pauvres à moins d'une écofiscalité élevée pour que la facultative partie redistributive soit importante. Les dites classes moyennes les moins nantis, surtout celles vivant en banlieues et en régions – le terreau des « gilets jaunes » – finissent par y voir clair.

La théorie des écotaxes dérive de la théorie marginaliste des prix ou micro-économique néo-classique élaborée à la fin du XIX^{ie} siècle en Grande-Bretagne pour contrer l'économie dite classique fondée par Adam Smith dont l'aboutissement était le marxisme en passant par Ricardo. Le noyau dur de cette théorie est symbolisé par les traditionnelles courbe de l'offre, inclinée positivement de gauche à droite signifiant que l'offre augmente avec l'augmentation du prix, et celle de la demande inclinée négativement de gauche à droite signifiant que la demande diminue avec l'augmentation du prix, les deux courbes se croisant quelque part entre ciel et terre.

Ensuite l'essentiel des débats dans ce cadre consiste à des chicanes pour calculer les pentes de ces courbes en se basant sur la fonction de production des entreprises, sans pouvoir expliquer la loi de la compétitivité aboutissant à leur concentration-centralisation, et sur les motivations du consommateur relevant d'une théorie quantifiant sa subjectivité, sans pouvoir expliquer les raisons d'être de la manipulation médiatique/publicitaire et de l'endettement et encore moins des choix dirigés et limités de la structure économique. La superficialité du tout est masquée par un complexe appareil mathématique qui fait de ses spécialistes plus des mathématiciens que des économistes. Heureusement, l'économie politique, science sociale qui exige une certaine maîtrise mathématique mais à distinguer de la mathématique économique précédente, tente d'expliquer les fondements de l'économie capitaliste et non l'épiphénomène de la variation des prix à la marge.

Le système des transports assis sur l'automobile n'offre aucun « choix du consommateur »

L'offre de transport a été structurée par le complexe auto-pétrole-unifamiliale naissant qui, au début du XX^{ie} siècle, pour remplacer le cheval dans les grandes villes dont le crottin était devenu ingérable et la vitesse trop lente, a imposé le véhicule à essence sur celui électrique, l'essence étant imbattable en concentration énergétique dont on refait vite le plein, donc plus profitable. Restait à tasser les transports en commun demeurés électriques (les tramways traditionnels). Les monopoles automobiles une fois devenus puissants, de connivence avec l'État, les

remplacèrent par des autobus à essence coincés dans le trafic ce qui permit le règne de l'auto solo dont on évita que sa quantité de masse paralyse la circulation en construisant sous terre puis dans les airs à grands frais et au profit du capital de la construction et immobilier des métros puis des trains aériens.

Le corollaire de cette structuration du transport a été la ville aux banlieues tentaculaires où plus lointaine est la banlieue moins élevée est la rente foncière, ce qui crée l'étalement-congestion aux dépens du prolétariat ayant un travail régulier, dit classe moyenne inférieure. Dans ce contexte structuré, Joséphine Travailleuse n'a aucun choix marginal entre le transport en commun et le *char* puisqu'il n'y a pas de « choix du consommateur » sans alternative existante laquelle ne peut provenir que d'une décision politique collective. Conséquence : les écotaxes (taxe ou marché carbone, péages routiers...) la saisissent à la gorge et l'incitent à revêtir son gilet jaune. (On reste consterné par l'hésitation de la Quatrième Internationale devant une taxe carbone très élevée mais très redistributive (<https://bit.ly/33nFtee>) qui ne finance en rien les investissements écologiques publics se contentant d'agir sur les prix relatifs du marché et coinçant les banlieusards sans alternative autre que l'auto.)

Pendant ce temps, le capital transnational financiarisé est mort de rire ayant refilé à la dite classe moyenne inférieure la facture de « sa » transition exigeant le remboursement rubis sur l'ongle de ses lucratifs prêts à l'État pour financer le très dispendieux transport en commun sous terre et dans les airs prenant lentement la relève du système autoroutier comme source d'enrichissement de l'industrie de la « corruption ». La contrainte de l'endettement public subséquent fournit le prétexte d'imposer une systématique et permanente austérité des services publics d'autant plus que la compétitivité fiscale induite par le libre échange bloque la seule autre solution.

L'aveuglement du mouvement par la grande séduction des écotaxes

Le drame du mouvement écologiste c'est dans sa grande majorité de promouvoir ou au mieux d'accepter passivement, sans les dénoncer, les écotaxes comme moyen privilégié de lutte climatique tout en soutenant l'urgence climatique telle qu'explicitée par le GIEC-ONU et même au-delà puisque l'organisme onusien, tant par conservatisme scientifique que politique, joue à la roulette russe avec les points de bascule. Il accepte tant un dépassement dit temporaire des hausses sécuritaires de température que l'emploi de moyens d'apprentis-sorciers favorisés par le grand capital (<https://www.pressegauche.org/Le-Sommaire-pour-les-decideurs-du-rapport-Le-rechauffement-global-a-1-5oC-du>).

Le mouvement se laisse prendre dans le piège du débat contre les climato-sceptiques dont celui canadien est typique. Il ne faut pas se laisser tromper par le débat canadien entre la droite centriste, pro taxe carbone, et la droite dure, anti taxe carbone. Toutes les deux sont pro-marché avec ou sans entraves. Elles sont d'abord pour la croissance et l'accumulation du capital. Toutes les deux sont opposées à un plan musclé d'urgence climatique à la hauteur, et au-delà, d'une planification de temps de guerre. Pourtant les deux tiers des québécoises et québécois sont d'accord que « *l'urgence climatique requiert que nos gouvernements adoptent une réponse de temps de guerre* » (<https://abacusdata.ca/is-climate-change-an-emergency.../>). Quand les intérêts vitaux du patronat sont en jeu, il est le premier à renoncer à la prééminence des forces du marché. Quand c'est l'existence d'une humanité civilisée qui est en jeu, l'humanité anti-capitaliste doit l'imiter mais cette fois sur la base d'une planification démocratique et d'une mobilisation permanente du 90-99% pour contrer le capital, surtout pétrolier et financier, et pour la construction d'alternatives de bas en haut.

La montagne anticapitaliste accouche d'une souris capitalisme vert

Au Québec, le Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ), rassemblant la quasi totalité du mouvement social québécois des nouvelles organisations climatiques aux centrales syndicales, propose pour son « *Projet Québec zéro émission nette* » (<https://www.pourlatransitionenergetique.org/>) une « *[l]oi climat obligeant une réduction d'au moins 65 % des GES d'ici 2030 et la neutralité carbone en 2040* » soit un objectif GIEC+... mais enfoui dans le rapport sans mise en évidence médiatique. Le projet anticipe une « *économie [...] axée sur la satisfaction des besoins et non sur l'accumulation.* » c'est-à-dire qu'elle est anticapitaliste mais sans l'expliciter. Pour y arriver, le projet fait l'hypothèse qu'à terme « *[n]otre société est paisible, comme elle l'est demeurée tout au long de sa transformation* » ! Faut-il se surprendre que cette naïveté stratégique faisant l'économie d'un dur affrontement contre le capitalisme fasse bon ménage avec une « *[t]arifification adéquate du carbone et mise en place de mesures d'atténuation...* » et aussi « *...de soutien pour les entreprises qui se voient obligées de transformer leur modèle d'affaires* » !

Il y faudra « *des efforts financiers extraordinaires* » qui sont une « *[r]éaffectation à la transition de toutes les sommes qui étaient jusqu'ici affectées aux énergies fossiles et aux nouvelles infrastructure [... et une] [l]utte à l'évitement fiscal et à l'évasion fiscale...* » C'est tout : aucune réforme fiscale si mince soit-elle et encore moins une prise en main du système financier ! Il faudra « *stopper sur-le-champ l'étalement urbain...* » tout en promouvant un « *bonus équivalent [15 000 \$] pour les véhicules électriques légers [... et le] [s]outien à la fabrication et à l'utilisation de véhicules électriques de très petite taille pour les milieux urbains* » ! Interdire ou limiter la construction de maisons unifamiliales en zone urbaine ? Ni vu ni connu. Construction de logements sociaux écologiques ? Le silence est d'or. Réinvestissement massif dans les services publics qui prennent soin des gens à force essentiellement d'énergie humaine tout en créant un riche tissu social désaliénant du consumérisme ? Jamais entendu parlé. Transport en commun ? Y investir comme l'Ontario, sans plus ! La montagne anticapitaliste accouche d'une souris capitalisme vert.

Qu'en est-il du parti écologiste par excellence, Québec solidaire ? En partant, son objectif de réduction des GES a été abaissé à un niveau GIEC- (45% en 2030 et 95% en 2050). La direction propose au prochain congrès d'éliminer l'interdiction de la taxe et marché carbone stipulés par le programme tout comme l'interdiction de la géo-ingénierie que même le FCTÉ condamne et d'accepter le principe de l'écofiscalité. Quant au Plan de transition du parti, il relève de l'oxymoron capitalisme vert qui veut faire muer le complexe auto-pétrole-unifamiliale en complexe auto-électricité-condos pour tenter d'éviter trop tard et trop lentement la catastrophe climatique et celle de la bio-diversité quitte à recourir à la lucrative et apprenti-sorcier séquestration-plantation industrielle massive pour rattraper son retard (<https://bit.ly/33t4Hba>). Comment financer la lutte climatique sans recourir aux écotaxes ? Par une mobilisation de toute l'épargne nationale aux dépens de la Finance, ce que permettra la réalisation au Québec de l'indépendance nationale contre un Canada reposant sur l'axe pétrolier-financier Calgary-Toronto, y compris une profonde réforme fiscale qui imposera le capital sous toutes ses formes, profits, capitalisation, revenus élevés, fortune, héritage et consommation de luxe qui est généralement énergivore. Mais la timide et imprécise réforme fiscale Solidaire est découplée de la lutte climatique.

La montée des mouvements écologique et climatique sur fond de la défaite stratégique du prolétariat

La clef de la victoire pour atteindre les objectifs GIEC+, c'est la victoire contre le capital dont le noyau dirigeant sont quelques dizaines de réseaux de transnationales financiarisées (<https://www.newscientist.com/article/mg21228354-500-revealed-the-capitalist-network-that-runs-the-world/>), dont une centaine émettent 70% des GES mondiaux (<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/503173/rapport-plus-de-70-des-ges-emis-par-une-centaine-d-entreprises>), épaulées par une coterie de partis politiques, dont ceux sociaux-libéraux, par des serviles bureaucraties étatiques et un buzz intellectuel de think-tank et d'experts patentés provenant de grandes universités. Historiquement, les secteurs sociaux qui ont été capables d'acculer au mur le capitalisme et parfois de le vaincre momentanément dans un cadre national sans jamais cependant remettre en cause son hégémonie globale ont été le prolétariat uni adossé à la paysannerie. Ce blocage de l'internationaliste révolution permanente au niveau des pays impérialistes a permis au capital de reconquérir le terrain perdu par l'intermédiaire de la bureaucratisation répressive et nationaliste de la révolution. On pense à la Russie de 1917 et à la Chine de 1949 mais aussi au Cuba de 1959. Ces « *révolutions trahies* » sont à distinguer des victoires de libération nationale dirigées par la petite et moyenne bourgeoisie appuyées par le peuple travailleur lesquelles victoires ne remettaient pas en cause la structure sociale capitaliste. L'Inde de 1947, avec son nettoyage ethnique de 15 millions de personnes, en est l'exemple emblématique, mais aussi l'Algérie de 1962 rapidement militarisée.

Puis ce fut le grand éclipsé du prolétariat organisé en tant que prolétariat, ce qui dure encore. Le Mai 1968 en fut le dernier soubresaut et, encore, rendu inoffensif par les mains de fer stalinienne et sociale-démocrate sur le mouvement. Le prolétariat reste coincé entre la bureaucratisation profonde de ses organisations et le piège consumériste, comme réalité et surtout comme mirage matraqué par l'intense propagande publicitaire et par la prison de l'endettement laquelle entrave l'engagement dans la lutte. Dans les pays du vieil impérialisme, ce prolétariat a terriblement vieilli, et il vieillit vite en Chine, alors que presque partout ailleurs il est constitué d'une masse de jeunes souvent instruite et sans travail et sans soutien étatique... prête à exploser pour la démocratie et la justice sociale et qui explose, surtout dans le monde arabo-musulman, mais sans encadrement ni direction politique sauf de rares exceptions partielles et centristes (Soudan, Tunisie) qui contribuent cependant à éviter le pire comme en Égypte, en Libye et en Syrie. Les soulèvements à Hong Kong et au Chili montrent une riposte plus musclée contre la répression policière et militaire, contrairement à celle de l'Irak pourtant très meurtrière, marquant le désespoir d'une jeunesse relativement moins nombreuse. (<https://www.populationpyramid.net/china-hong-kong-sar/2019/>)

C'est dans ce contexte de défaite stratégique du prolétariat dans les pays du vieil impérialisme et maintenant de sa

re-mobilisation mais sur le tas au sein des masses populaires dans plusieurs pays dépendants que s'est développé le mouvement écologiste et que se développe aujourd'hui le mouvement climatique. En a résulté que « [l]e mouvement environnemental dans sa forme actuelle est dominé par des professionnels de la classe moyenne [produit du] développement de l'enseignement supérieur, [un aspect du] boom de l'après-Second Guerre mondiale, lui-même un produit de la lutte de masse de la classe ouvrière et des victoires des syndicats dans les années 1930 et 1940. Pourtant « [p]our résoudre la crise écologique, un mouvement de masse doit s'attaquer à des industries extrêmement puissantes. » Comme on l'a vu, « [l]e mouvement comprend bien que le capitalisme est le principal obstacle à la résolution de la crise climatique. [...] Le dilemme de la crise climatique [...] nécessite une confrontation avec certains des secteurs du capital les plus riches et les plus puissants de l'histoire mondiale. C'est la classe ouvrière qui constitue non seulement la grande majorité de la société, mais qui dispose également d'un levier stratégique pour bloquer les profits du capital de l'intérieur. » » (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article50463>, ma traduction)

Le progressiste *lifestyle-livelihood-justice* environnementalisme ou une politique écologique prolétarienne

« Ce que j'appellerai "l'environnementalisme de style de vie" émerge de ces conditions historiques et consiste essentiellement à rechercher de meilleurs résultats par le biais de choix de consommation individuels. Pourtant, ce désir provient d'une source plus profonde d'inquiétude face aux formes de consommation de masse de biens, dans laquelle la sécurité de la classe moyenne est assimilée à une maison privée, à une automobile, à la consommation de viande et à tout un ensemble de produits à forte intensité de ressources et d'énergie. » Par effet de miroir inversé, cette vision style de vie idéalise l'humanité à la marge du système marchand, tant le paysannat des pays dépendants que les peuples autochtones qui vivent ou voudraient vivre imbriqués dans la nature en passant par les minorités souvent visibles des quartiers pauvres mais riches en logis énergivores, en réseau de transport en commun défaillant et en pollution extra, ce qui conduit à un idéal complémentaire "environnementalisme des moyens d'existence" et de la "justice environnementale". En résulte une alliance politique entre ces trois visions environnementales (*lifestyle, livelihood, justice*) qui est à la racine de l'alliance « progressiste » à la base tant des mobilisations écologistes que de l'électorat Solidaire, ce dernier pondéré par la langue, abandonnant le gros contingent prolétaire, le plus organisé, des banlieues lointaines et des régions.

Étant bloqué l'accès politique et social pour intervenir directement dans la production de produits tangibles pourtant source directe de la production de plus-value capitaliste, ce focus sur la consommation trouve sa justification dans la théorie de l'"empreinte écologique" qui fait de l'humain, au sommet de la pyramide du cycle naturel, le grand prédateur de la nature, en particulier l'humain de la dite classe moyenne qui consomme l'équivalent de trois ou quatre terres si toute l'humanité l'imitait. Cette vision n'est pas fautive mais elle oublie la phase intermédiaire. La grande majorité de cette humanité, le prolétariat, n'a pas d'autre choix que de s'adapter, à travers les marchés tant des produits que de la force de travail qui n'ont rien de naturel, à la structure de production-consommation que lui impose le capital. Cette intrusion de la spécificité humaine dans le cycle naturel renverse les rapports entre consommation et production au profit de la production capitaliste qui régit l'ensemble de l'œuvre. Même pour le cycle naturel proprement dit, la découverte récente des « règles du Serengeti » (<https://www.pbs.org/wnet/nature/the-serengeti-rules-41dfu/20105/>) montre que certains prédateurs sont les clefs de voûte qui régissent l'équilibre de plusieurs sous-systèmes naturels et non la primaire production végétale bien que celle-ci reste leur base indispensable. Il faut dire que l'intrusion brutale de l'humanité dans les cycles naturels y est pour beaucoup.

Cette approche [lifestyle-livelihood-justice environnementalisme] est centrée sur l'appel selon lequel nous devons vivre simplement et "consommer moins" -- une recommandation qui ne plaira probablement pas à la classe ouvrière dont les salaires et le niveau de vie stagnent depuis près de deux générations. [...] ...je préconise une politique écologique de la classe ouvrière visant à mobiliser la masse des travailleurs-se-s pour faire face à la source de la crise -- le capital [...qui] propose un programme politique destiné à faire directement appel aux intérêts matériels de la classe ouvrière. Il est relativement simple d'insérer des politiques écologiquement bénéfiques dans les mouvements déjà existants autour de la démarchandisation des besoins de base, tels que "Medicare for All" ou "Housing for All". [...] Bien qu'on soit consterné par l'anti-environnementalisme des syndicats de la construction et de l'industrie des combustibles fossiles, un écologisme de la classe ouvrière pourrait s'aligner davantage sur le militantisme croissant dans des secteurs de soins plus sobres en carbone, tels que la santé et l'éducation. [...] Un programme environnemental de la classe ouvrière serait axé sur une politique anti-austérité [...et] sur la santé et la sécurité au travail.

Une écologie prolétarienne est une écologie politique axée sur le « prendre soin » au sens large du terme

L'élargissement de ces secteurs devrait être au cœur de l'écologie politique axée sur le "prendre soin" au sens large

du terme (y compris les écosystèmes et autres systèmes de soutien de la vie). Les programmes gratuits de logements sociaux pourraient également intégrer des pratiques de construction écologiques qui fournissent aux résidents des factures de chauffage et d'électricité moins chères. La gratuité des transports en commun pourrait modifier fondamentalement le recours excessif aux automobiles et aux autres modes de transport privatisés. Il n'y a aucune raison éthique pour laquelle nous devrions tous convenir que "les soins de santé sont un droit humains", mais la nourriture et l'énergie ne le sont pas. [...] La combinaison de la "garantie fédérale pour l'emploi" du Green New Deal et de la transformation des besoins sociaux pourrait également inclure la demande traditionnelle de la gauche pour une semaine de travail plus courte, car le nombre total d'heures de travail pourrait être réparti entre plus de travailleur-se-s et les bases de la vie simplement coûter moins cher. (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article50463>, ma traduction)

Finalement et peut-être le point nodal de cet écologisme du prolétariat, « [u]n Green New Deal basé sur la démarchandisation consiste également à transférer le pouvoir et le contrôle sur les ressources de la société. La partie la plus bénéfique du point de vue écologique de ce programme est qu'il vise à transférer ces industries de la propriété privée à la propriété publique, de manière à ce que les objectifs environnementaux prédominent sur les profits. » On pourrait élaborer en précisant que la Finance, d'abord et avant tout, et les industries de l'énergie et des transports doivent être à la fine pointe de ce « transfert de pouvoir ». Qu'on y songe : « [!]es banques canadiennes, chinoises, européennes, japonaises et étasuniennes ont financé les combustibles fossiles à hauteur de 1 900 milliards de dollars US depuis l'adoption de l'Accord de Paris (2016-2018), et ce financement augmente chaque année. » (<https://www.ran.org/bankingonclimatechange2019/>) À ce rythme-là, on ne voit pas comment il y aurait un problème de financement de la grande transition même au pas de course. Leur expropriation presse d'autant plus que les grandes banques « too big to fail », sur fond d'endettement mondial ayant retrouvé le niveau de la veille de la crise de 2008, menacent de s'effondrer tant elles ne se font plus confiance pour se prêter réciproquement (<http://www.cadtm.org/Retour-sur-la-panique-a-la-Reserve-federale-en-septembre-2019-et-les-solutions>).

Viser le cœur capitaliste producteur de profits en l'encerclant par la lutte du secteur public

On peut cependant s'interroger sur une stratégie écologique prolétarienne qui marginalise le cœur « col bleu » directement producteur de plus-value comprenant, en plus de la manufacture et de la construction, la logistique, anciennement appelée transport et entreposage, concentrée sur quelques oligopoles et dont le rôle est névralgique tant au sein de chaînes de production éclatées nationalement et internationalement qu'entre production et consommation (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article46628>). Seul ce noyau dur a le potentiel de frapper en plein dans le mille de la machine à profits. Face aux immenses manifestations occasionnelles qui gagnent en fréquence, les gouvernements ont appris à faire le dos rond. L'exemple algérien montre même qu'ils en tolèrent des récurrentes pendant un bon bout de temps. La multiplication à travers le monde des grandes mobilisations dans la rue, mais sans mouvement de grève générale, ne fait pas en général plier les gouvernements sauf à la marge (<https://nyti.ms/2qw7th3>). Même les grèves étudiantes peuvent être encaissées pendant des mois. Il a fallu trois mois d'une large grève post-secondaire en 2012 avant que le gouvernement du Québec vote une loi spéciale qui tarda à faire effet, mais seulement deux semaines d'une grève de la construction en 2013 pour que la loi spéciale soit votée et fasse immédiatement effet.

Les grèves du secteur public ont certes un immense potentiel politique capables de faire plier les législations comme l'ont démontrées celles dans l'éducation dans certains états étasuniens tels la Virginie de l'ouest et l'Arizona. Elles ont ce pouvoir parce que elles frappent les services à l'ensemble de la population même elles ne nuisent pas aux profits. Elles sont devenues plus importantes parce que la reproduction immédiate, au plus près des corps, de la force de travail ne cesse de prendre de l'importance. Parce que l'éducation et la formation de cette force s'enrichit et se complexifie avec le développement des forces productives; parce que garder en santé cette force de travail chèrement éduquée et formée devient plus rentable d'autant plus que les problèmes de santé mentale dus à l'intensité de la compétition font des ravages; parce que les victoires des trente glorieuses ont établi une norme plus élevée de soins aux gens âgés dont les progrès sociaux et médicaux prolongent la vie (quoique l'eugénisme sous la forme hypocrite d'humanisme de fin de vie, jadis informel pour les cas évidents à moins d'être bloqué par des médecins vitalistes, se cristallise en lois dont la portée s'élargit et que bientôt si la tendance se maintient, forme d'austérité extrême, on fera pression sur les gens âgés et incurables sans moyens pour qu'ils se suicident afin de ne pas souffrir ou de ne pas être abandonnés).

Le succès occasionnels de ces grèves, mises en valeur par la nouvelle vague féministe centrée sur la reproduction tant salarié que domestique de la force de travail, repose sur une guerre idéologique pour que la population, qui en fait les frais, donne raison à la partie syndicale. Autrement c'est le marteau-pilon de la loi spéciale anticipée, particulièrement pour la santé, de la loi des services essentiels à défier pour remporter l'affrontement. La clef pour

gagner cette guerre consiste d'abord à construire un front commun de tout le secteur public, question d'avoir un rapport de forces comprenant près de 15% de la population en emploi au Québec. Puis l'emphase est à mettre sur les revendications qui à leur face même améliorent la quantité et la qualité des services publics, par exemple les ratios, la bonification des soutiens et de nouveaux investissements, qui sont par ricochet les conditions de travail. Donc presque tout sauf la hausse des salaires à rendre secondaire malgré la légitimité de l'inflation à neutraliser et du rattrapage surtout pour les bas-salariés sous forme du même forfait pour toutes et tous, comme l'emblématique 100\$ de 1972, à la fois la plus juste et plus susceptible de solidarité.

De l'éco-féministe 'prendre soin' des gens à l'éco-autochtone 'prendre soin' de la terre-mère

Il est tragique que pour la prochaine ronde de négociations les centrales syndicales québécoises, plus divisées que jamais et sans compter que la gauche syndicale organisée semble en berne, aient tourné le dos à cette stratégie. Pourtant ce Front commun en ce moment évanescant serait la suite logique de la grande bataille pour le climat amorcée par les grandes manifestations sous l'inspiration de Greta Thunberg dont celle de Montréal fut le sommet mondial. Il enverrait le signal fort d'une société anti-austérité et éco-féministe du 'prendre soin' des gens. Une victoire de ce front donnerait un élan pour la transformer en lutte du 'prendre soin' de la terre-mère par exemple en battant en brèche le projet gazoduc GNL-Saguenay et en faisant avancer la cause de gratuité du transport en commun généralisé et fréquent sur toutes les autoroutes et boulevards du Québec au lieu des trains aériens (REM) et métros chers et longs à réaliser pour le bénéfice de « l'industrie de la corruption ».

En plus de la possibilité d'une grève politique de solidarité avec le secteur public – cette « grève sociale » jamais aboutie mais toujours au chaud – c'est par cette porte éco-autochtone que la lutte climatique s'introduirait dans le monde des « cols bleus » en lui présentant une alternative de création massive d'emplois écologiques pour édifier et opérer un système de transport alternatif en contrepartie de laisser tomber le secteur de l'hydrocarbure, en soi peu créateur d'emplois et peu développé au Québec. Sans compter le fait que le Québec ne construit pas de « chars » contrairement à la grande majorité des grands et moyens pays qui doivent reconverter cette industrie ce qui est rapidement faisable comme l'a démontré la reconversion du temps de guerre. À l'horizon pointerait la création d'emplois « cols bleus » syndiqués pour l'entretien-réparation et l'agriculture biologique, urbaine et rurale, en contrepartie de la suppression de l'industrie de l'armement et de l'obsolescence programmée et, last but not least, la restauration écologique de l'ensemble des bâtiments ce qui serait un tonifiant et un défi pour à la fois la construction, la manufacture et la logistique.

La syndicale « transition juste », un frein ou un appel pour un « Green New Deal » ambiguë ?

D'où viendra l'impulsion pour aller dans cette direction ? On a vu qu'au Québec le mouvement syndical loge, avec toute la mouvance écologique, chez l'insatisfaisant Front commun pour la transition énergétique. Mondialement, il se réclame de la « transition juste », dont

...il faut rappeler la définition très particulière [...] que la Confédération syndicale du travail (CSI) a adoptée lors du congrès de Vancouver en 2010. Ce texte en effet ne se contente pas de dire que les travailleuse.s ne doivent pas faire les frais de la transition écologique : il plaide aussi pour que celle-ci "ne mette pas en danger la compétitivité des entreprises et n'exerce pas de pression excessive sur les budgets des Etats" (art. 5). L'orientation néolibérale de ce document est assez évidente. De plus, la demande de respect de la compétitivité n'est même pas assortie d'une réserve concernant le secteur des énergies fossiles, principal responsable du changement climatique ! Sous couvert de « transition juste » et de prise en charge de la question écologique, la direction de la CSI mène en réalité une politique de collaboration de classe. Son but principal est de protéger les appareils bureaucratiques qui la composent, de maintenir leur rôle d'intermédiaires entre le patronat et le monde du travail. [...] D'une manière générale, depuis Vancouver, la direction de la CSI s'inscrit dans la perspective mythique d'un « capitalisme vert »... (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article47228>)

Si le Front commun doit être compris comme aussi une lutte climatique avec ses emplois nécessitant essentiellement de l'énergie humaine et créant des rapports sociaux anti-consuméristes, il n'en reste pas moins que le mouvement syndical peut et doit prendre l'initiative dans les secteurs des bâtiments, de l'énergie et des transports. C'est ce qu'a fait une coalition de syndicats de l'état de New-York :

Ainsi, en 2014, un groupe de syndicats de New York dont les membres ont été durement frappés par l'ouragan Sandy a décidé de lancer un processus visant à se renseigner sur la crise climatique. Ils ont formé un groupe de travail comprenant des syndicats clés pour trouver des solutions dans les secteurs de l'énergie, des transports et des infrastructures, ainsi que des syndicats de la fonction publique. Ils se sont engagés à se rencontrer une fois par

trimestre et à commencer par se renseigner en faisant appel à des climatologues pour mieux comprendre les menaces. [...] En trois ans à peine, le groupe de travail a publié un rapport novateur [...] intitulé "Inverser les inégalités, lutter contre le changement climatique: un programme de création d'emplois dans le climat pour l'État de New York" (<https://www.ilr.cornell.edu/.../InequalityClimateChangeReport...>). Le rapport, complet, intelligent auquel ont contribué tous les principaux syndicats, devrait servir de modèle à ce qui devrait se produire actuellement, État par État et au niveau national. Les syndicats sont rapidement passés du rapport à l'action, utilisant leur puissance pour remporter une énorme victoire: New York obtiendra la moitié de ses besoins énergétiques totaux en énergie éolienne offshore renouvelable d'ici 2035. [...] Mais pour accéder à cet argent, il faut un pouvoir réel et le savoir-faire – le genre de pouvoir que les syndicats de New York ont encore, ainsi que dans quelques autres grands états. Pour reconstruire le pouvoir syndical ailleurs, le mouvement écologiste devra se battre et se battre à leurs côtés – vraiment se battre, pas seulement parler d'emplois verts. Cela signifie qu'ils soutiennent activement le droit de grève des travailleur-se-s. (<https://www.jacobinmag.com/2019/03/green-new-deal-union-organizing-jobs>, ma traduction)

Cette initiative syndicale étasunienne s'inscrit comme faisant partie du *Green New Deal*. Cette vision assise sur quelques grandes orientations audacieuses est devenue virale dans les pays anglophones depuis que la gauche du Parti démocrate des ÉU en a fait une proposition de résolution au Congrès étasunien suite à une forte pression de la jeunesse écologique. Bien que l'objectif de cette résolution soit GIEC- y inclus une ambiguïté à propos de l'énergie nucléaire et de la géo-ingénierie, elle dépasse cependant de beaucoup celui de l'ère Obama cristallisé dans l'Accord de Paris. Et contrairement au technocratique Plan de transition Solidaire elle intègre l'aspect justice sociale particulièrement le plein emploi écologique sous la forme d'une garantie du gouvernement fédéral étasunien. Le défaut majeur de la résolution est l'acceptation implicite – la référence au New Deal de Roosevelt – de la croissance ce qui empêche son décrochage du capitalisme vert. Bien que la candidature Sanders ait fait sienne la résolution avec la promesse de « *la création de 20 millions d'emplois dans les énergies propres et de 16,3 billions de dollars en investissements verts du gouvernement fédéral [... et] la décarbonisation du transport et de la production d'électricité, les deux plus grandes sources d'émissions aux États-Unis, d'ici 2030, ce qui permettrait de réduire les émissions américaines de 71% »* (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article50517>), la possibilité d'une victoire institutionnelle par les élections et d'une mise en œuvre seulement par en haut par la bureaucratie étatique en collaboration avec les transnationales, sans mobilisation massive tant pour son adoption que pour son implantation, sont une leurre car il faudra terrasser non seulement le trumpisme mais aussi Wall Sreet pour y arriver.

La lourde et exaltante tâche des forces anticapitalistes et radicales

La possibilité de vaincre toutes ces forces accablantes et vacillantes réside d'abord et avant tout dans le récent surgissement climatique, et féministe dans certains pays, et de sa liaison potentielle avec la reprise à un niveau plus profond de la révolution démocratique-sociale, dont le noyau est le monde arabo-musulmane, intrinsèquement prolétarienne dans sa composition. La cristallisation de part et d'autre d'une direction politique anticapitaliste dotée d'une stratégie prolétarienne et sachant gagner la confiance de son avant-garde militante au fur et à mesure du déploiement de la mobilisation n'en demeure pas moins une impérieuse nécessité. Les directions syndicales, écologistes et des partis de gauche parlementaires n'étant généralement pas à la hauteur à quelques exceptions près, la lourde tâche en incombe aux humbles forces anticapitalistes et radicales au sein et hors de ces organisations.

Pour ce qui est de Québec solidaire, on pense aux quelques collectifs trotskystes et de la décroissance mais aussi au Réseau de la militance écologiste, à l'Intersyndicale et aux Solidaires pour la démocratie interne. Mais pour ce faire, il faut être prêt à une rude lutte idéologique. N'est-il pas temps de songer à une opposition politique organisée ayant sa propre critique programmatique anticapitaliste et organisationnelle de type parti de la rue, l'un conditionnant l'autre et vice-versa. Elle doit être prête à affronter la direction du parti qui profite à plein de notre faiblesse, comme le démontre l'affaire Jean-Talon, si ce n'est de notre timidité et de notre peur. À court terme, il revient à Québec solidaire d'expliquer sur la place publique que la reconstruction du Front commun s'impose comme partie intégrante de la lutte climatique, la grande priorité du parti, et comme lutte féministe pour la socialisation de la reproduction de la force de travail.

Marc Bonhomme, 8 novembre 2019

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca